



CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Bilan et perspectives 2025 | 2026

CARTE DE LA RMR DE QUÉBEC



LA PUBLICATION : BILAN ET PERSPECTIVES

Chaque année, l'équipe des études économiques et de la veille stratégique de Québec International fait la lumière sur divers indicateurs économiques importants dans le cadre de sa publication nommée « Bilan et perspectives ». En plus d'analyser les données de l'an précédent, les économistes considèrent le contexte en cours et les scénarios de projection à moyen et long terme pour se forger une opinion sur les changements à prévoir. Québec International est ainsi heureuse de vous dévoiler la section *Croissance économique* de ce document, évaluant l'évolution du produit intérieur brut (PIB).

NOTE AUX LECTEURS

Cette étude a été produite par le département d'Études économiques et veille stratégique de Québec International. Les professionnels de cette équipe ont pour mandat d'assurer la disponibilité d'une information économique de qualité. Ils sont appelés à suivre l'évolution de la conjoncture économique et de l'environnement d'affaires à l'échelle régionale, nationale et internationale et à réaliser différentes recherches et analyses permettant d'identifier des opportunités, d'orienter les stratégies de développement et de définir les actions à mettre en place pour soutenir la croissance de notre économie régionale. Pour en savoir plus sur les services offerts par Québec International, nous vous invitons à visiter notre site Internet au www.quebecinternational.ca.

FAITS SAILLANTS SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DANS LA RMR DE QUÉBEC EN 2025

En contexte de forte incertitude, la RMR de Québec maintient
une croissance positive des principales métriques...



58,1 G\$
Niveau
du PIB réel



+1,4 %
Croissance
du PIB réel



+3,1 %
Croissance de la
consommation réelle

...portée par la croissance du PIB par habitant, contrebalançant
en partie le recul du PIB par emploi.



64 150 \$
Croissance
du PIB/habitant
(+0,4 %)



117 935,74 \$
PIB par emploi,
4^e des 8 principales
RMR canadiennes (-2,2 %)

Bien que les droits de douane effectifs moyens appliqués au Canada demeurent inférieurs à ceux observés chez plusieurs partenaires commerciaux, la **persistance des tensions commerciales et géopolitiques** et la **pression démographique** pourraient freiner l'activité économique et accroître les risques d'un scénario alternatif de ralentissement.

Prévisions de croissance du PIB réel en 2026



RMR de Québec
+0,9 %



Le Québec
Entre
+1,1 % et +1,7 %



Le Canada
Entre
+1,0 % et +2,0 %



TABLE DES MATIÈRES

Produit intérieur brut	5
Ralentissement attendu de la croissance économique à Québec.....	5
Des performances hétérogènes des secteurs industriels dans un contexte volatil	6
Une croissance plus résiliente que prévu face aux tarifs américains.....	7
Un point tournant de la croissance économique: les consommateurs.....	9
Balance commerciale: ajustements conjoncturels et effets des menaces tarifaires.....	10
Exportations.....	11
Niveau de vie et productivité	12
Reprise généralisée de la croissance du niveau de vie.....	12
Productivité: d'importants investissements requis pour éviter la vulnérabilité	13
Perspectives pour 2026	14
Une récession reléguée au rang de scénario alternatif	14
Stabilité anticipée du taux directeur	16
La prévisibilité comme nerf de la guerre.....	17
Conclusion	18
La prévisibilité comme avantage concurrentiel en investissement et en main-d'œuvre.....	18

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

Ralentissement attendu de la croissance économique à Québec

D'après les estimations d'Oxford Economics, la région métropolitaine de recensement (RMR) de Québec a enregistré une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 1,4 % en 2025 (-1,5 point de pourcentage [p.d.p.] comparativement à 2024), portant sa valeur à 58,1 G\$. Bien que ces données demeurent provisoires et doivent, à ce titre, être interprétées avec prudence, la vigueur de l'activité économique observée au cours des derniers mois dans le contexte incertain, les tensions observées en main-d'œuvre, ainsi que le maintien de plusieurs indicateurs économiques d'investissement au vert suggèrent que les données révisées confirmeront une expansion comparable, voire supérieure. À l'échelle canadienne (+1,7 %) et québécoise (+1,5 %), la croissance du PIB réel s'est également révélée plus modérée que celle de plusieurs RMR considérées individuellement. En effet, des écarts régionaux marqués persistent alors que Calgary (+3,6 %) et Edmonton (+2,7 %) dominent de nouveau le classement des huit principales RMR canadiennes, tandis que Toronto et Ottawa-Gatineau (toutes deux à +1,8 %), Montréal (+1,7 %) et Québec (+1,4 %) enregistrent les progressions les plus faibles.

Le différentiel de croissance observé entre les grandes RMR de l'Est et de l'Ouest s'explique certes par une différence sectorielle, mais surtout par des effets conjoncturels sur les moteurs traditionnels de croissance. Les économies de l'Est, dominées par les services aux entreprises, financiers et publics, reposent sur des mécanismes de croissance endogène, notamment le capital humain et l'innovation, dont les retombées sur le PIB réel se matérialisent surtout à moyen et long termes. Dans un contexte de possible contraction économique et d'incertitude commerciale, ces moteurs génèrent ainsi moins d'accélération spontanée que d'autres types de production industrielle. De plus, la pénurie de main-d'œuvre rencontrée dans la RMR de Québec crée des goulots d'étranglement, limitant la capacité productive de l'économie actuelle et potentielle.

À l'inverse, la performance récente de l'Alberta, malgré son exposition aux tarifications douanières, s'inscrit dans une logique de rattrapage cyclique, soutenue par la reprise de l'investissement. Bien que le secteur des ressources naturelles ait été davantage exposé aux tarifs douaniers, les effets macroéconomiques ont été partiellement amortis par des mécanismes d'ajustement par les prix et l'intégration au marché américain. Ces déterminants influencent directement les composantes du PIB (investissement, consommation, dépenses publiques et exportations nettes). Dans ce contexte, la RMR de Québec peut tout de même compter sur des assises robustes, notamment l'attractivité de son écosystème d'affaires, caractérisé par des coûts d'exploitation sensibles à la localisation parmi les plus faibles au pays et par une fiscalité foncière plus avantageuse que la moyenne observée dans les 15 grandes villes canadiennes analysées par KPMG¹.

Tableau 1 - Sommaire de la situation dans les principales RMR canadiennes

	PIB réel (G\$)			PIB/habitant (\$)	PIB/emploi (\$)
	2025	2024	Croissance	2025	2025
Québec	58,1	57,3	1,4 %	64,15	117 935,74
Montréal	269,9	265,4	1,7 %	58,11	112 196,54
Ottawa-Gatineau	104,0	102,2	1,8 %	62,10	118 782,31
Toronto	521,7	512,3	1,8 %	72,71	139 690,88
Winnipeg	51,7	50,5	2,4 %	54,28	101 394,61
Edmonton	99,7	97,1	2,7 %	59,74	116 078,35
Calgary	128,7	124,2	3,6 %	70,50	129 783,63
Vancouver	197,6	193,6	2,1 %	63,10	116 547,22
Province de Québec	490,2	483,1	1,5 %	54,20	105 617,91
Canada	2 497,5	2 456,3	1,7 %	60,03	118 782,69

Notes: (1) prix de 2017; (2) les données relèvent d'interpolations

Sources: Oxford Economics et Québec International

¹ KPMG (2025). *Analyse comparative de la compétitivité de différentes villes canadiennes en matière de charges fiscales et d'autres coûts d'exploitation sensibles à la localisation*



ENCADRÉ 1 – Le PIB comme indicateur de la santé économique

Le produit intérieur brut (PIB) est un indicateur économique largement reconnu. Il quantifie la valeur totale des biens et services finis ayant une contrepartie financière, permettant ainsi d'estimer la prospérité générée au sein d'une région. Or, cet indicateur ne prend pas en compte la qualité de vie ni le bien-être des populations. L'évolution du PIB au fil du temps, qu'il s'agisse de croissance économique ou de récession, indique si un volume de richesses plus ou moins important a été produit par rapport à une année précédente.

Dans le présent cas, le PIB réel est utilisé. Il ajuste le PIB nominal pour l'inflation, offrant une mesure plus précise de la croissance économique. Autrement dit, afin de mesurer la hausse réelle de la production d'une économie, soit en éliminant les effets de l'inflation, le PIB réel emploie les dollars constants, soit ceux de 2017 dans le présent cas.

Des performances hétérogènes des secteurs industriels dans un contexte volatil

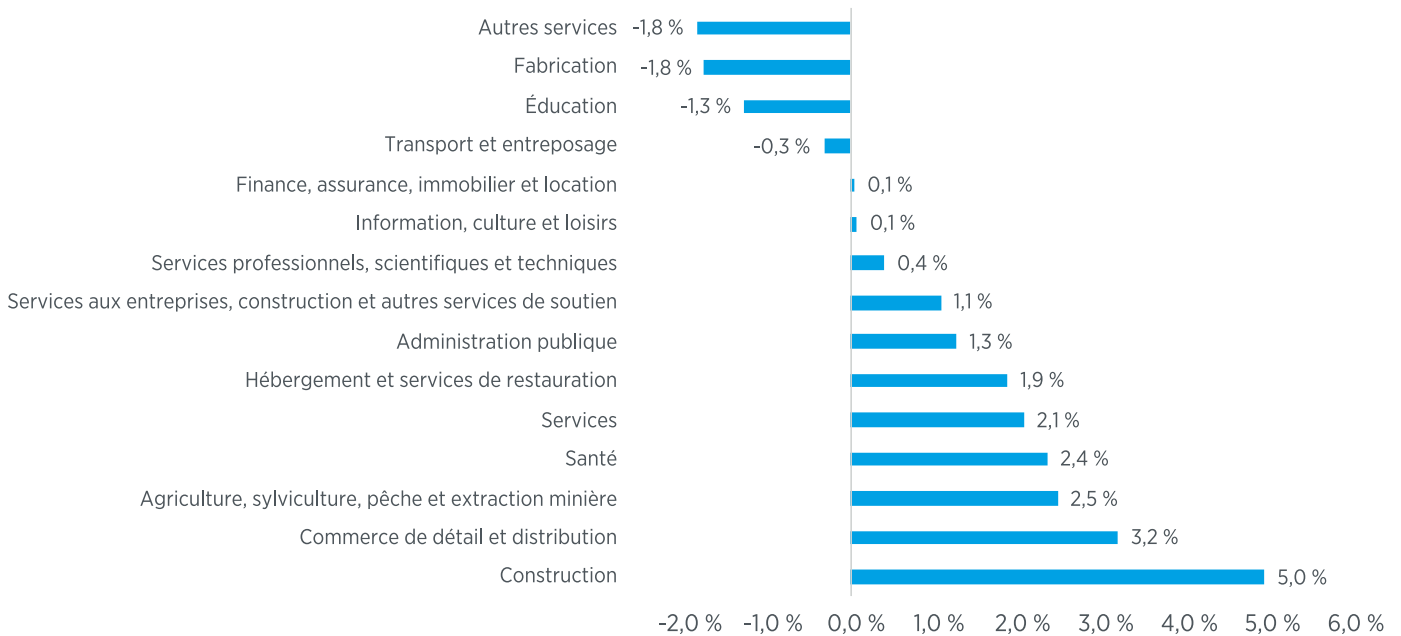
L'évolution sectorielle demeure contrastée et doit être interprétée avec prudence, les résultats reposant sur des estimations modélisées dans un contexte marqué par une incertitude accrue, notamment liée aux menaces de tarification douanière et aux tensions internationales. La détente progressive des taux d'intérêt soutient la consommation discrétionnaire, ce qui profite aux secteurs de l'hébergement et de la restauration, dont la performance reste étroitement liée au cycle économique et à la confiance des ménages. À l'inverse, le secteur manufacturier (fabrication), particulièrement exposé aux pressions commerciales et à l'incertitude quant aux chaînes d'approvisionnement, affiche le repli le plus prononcé des secteurs étudiés. Or, les intentions d'investissement demeurent orientées vers la recherche et développement (47 %; -1 p.d.p. vis-à-vis 2025), ainsi que vers la transformation numérique, l'automatisation et la robotisation (63 %; + 14 p.d.p. en 2025), selon le sondage *Conjoncture 2026*, ce qui pourrait en soutenir la productivité à moyen et long termes.

Quant à lui, le secteur de la construction affiche la plus forte croissance, notamment portée par les imposants projets en immobilisation annoncés et en cours totalisant plus de 20 G\$ (voir la section sur l'investissement). D'importants efforts sont également déployés afin d'accroître l'offre de logement, soutenant ainsi la demande pour la part résidentielle. En effet, la construction résidentielle demeure très dynamique à Québec, avec près de 1380 mises en chantier au premier trimestre de 2026, soit plus du double du volume enregistré à la même période en 2025, où l'on en comptait un peu moins de 700 selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)².

Par ailleurs, les secteurs de la finance et de l'assurance, ainsi que de l'administration publique jouent un rôle stabilisateur dans ce contexte volatil, en atténuant les fluctuations cycliques. Enfin, notons que les effets potentiels d'un choc pétrolier pourraient se faire sentir sur les prix de l'énergie, les conditions financières et les échanges commerciaux, influençant de manière différenciée la trajectoire par secteur de la RMR de Québec.

2 Lemieux, O. (2026). Radio-Canada. [Un début d'année canon pour les mises en chantier à Québec](#) | Radio-Canada

Graphique 1 - Croissance du PIB réel (%) par industrie dans la RMR de Québec entre 2024 et 2025



Notes: (1) prix de 2017; (2) les données relèvent d'interpolations
Sources: Oxford Economics et Québec International

Une croissance plus résiliente que prévu face aux tarifs américains

Malgré le ralentissement anticipé de la croissance économique et la performance asymétrique entre les secteurs industriels, la région affiche un portrait plus robuste qu'estimé un an auparavant. Un an après le retour au pouvoir du président Trump, le Canada ne semble pas avoir subi la vague de relocalisation de la production manufacturière vers les États-Unis qui était redoutée à la suite de l'imposition de tarifs douaniers, selon une enquête publiée par *Les Affaires*³. Malgré les inquiétudes marquées exprimées en début d'année, le mouvement de délocalisation anticipé ne s'est pas matérialisé, bien que certaines installations manufacturières américaines aient enregistré une augmentation ponctuelle de leur production. Ce portrait se reflète également dans la RMR de Québec.

Lors de sa dernière décision de 2025, la Banque du Canada a maintenu son taux directeur à 2,25 %. Si l'économie canadienne a terminé l'année dans une situation plus favorable qu'anticipé, évitant une récession, elle demeure engagée dans une phase d'ajustement prolongée et exigeante, selon le gouverneur de la Banque. Dans ce contexte, la confiance des entreprises s'est néanmoins améliorée en fin d'année, la proportion de celles anticipant une récession ayant reculé de 33 % à 22 % entre le troisième et le quatrième trimestre de 2025⁴. Le gouverneur de la Banque du Canada de 2013 à 2020 estime plutôt le risque à 30 %⁵. Par ailleurs, l'automatisation s'impose comme un levier central de productivité alors qu'une étude conjointe de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante et d'Investissement Québec indique que les entreprises ayant mené des projets d'automatisation, majoritairement financés sur leurs propres fonds, en ont retiré des gains médians de productivité de 17 %, avec une période de rentabilisation d'environ trois ans^{6,7}.

3 Les Affaires (2026). [Le pari raté de Trump: le Canada évite la migration manufacturière](#) - Les Affaires

4 Banque du Canada (2026). [Enquête sur les perspectives des entreprises - Quatrième trimestre de 2025](#) - Banque du Canada

5 Van Dyk. S. (2026). CTV News. [Canada recession chances about 30%: former BOC governor](#)

6 Les Affaires (2026). [Le pari raté de Trump: le Canada évite la migration manufacturière](#) - Les Affaires

7 François Vincent, Ilona Sevré, Alchad Alegbeh, Alexandre Larouche-Maltais, L'automatisation: un levier de productivité pour les PME québécoises, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) en collaboration avec Investissement Québec (2025). URL : [FCEI-IQ rapport Final-2025-1.pdf](#)



ENCADRÉ 2 – Qu'en pensent les entrepreneurs de notre région ?

Les résultats du sondage *Conjoncture 2026* confirment cette lecture. En effet, 66 % des répondants portent une appréciation favorable sur l'année 2025 pour leur secteur d'activité, une proportion quasi inchangée par rapport à 2024. Les dirigeants affichent, par ailleurs, un optimisme mesuré à l'égard de 2026 : 68 % anticipent une situation économique favorable pour leur secteur, un niveau comparable à celui observé l'année précédente (66 %), ce qui se reflète dans un indice moyen d'anticipation stable à 62,0. Cette confiance demeure toutefois inégalement répartie sur le territoire, comme la grande région de Québec continue d'être perçue comme le marché le plus prometteur, tandis que les autres régions affichent une stabilité relative. À l'inverse, les perspectives associées au marché américain se détériorent nettement, l'indice correspondant reculant de 12,5 points pour atteindre 43,4.

Malgré cette amélioration relative du climat économique, les risques demeurent une source importante de préoccupation. Effectivement, le ralentissement économique et la possibilité d'une récession inquiètent 38 % des dirigeants interrogés, un niveau supérieur aux préoccupations liées aux mesures protectionnistes américaines (27 %) et aux coûts d'exploitation (18 %). Ce dernier point constituait pourtant la principale source d'inquiétude au cours des deux dernières années. Ce déplacement des préoccupations illustre l'effet maintenant persistant de l'incertitude macroéconomique et des tensions commerciales sur la confiance des entreprises.

Dans le contexte actuel, le gouverneur de la Banque du Canada est d'avis que le libre-échange avec les États-Unis tel qu'on le connaissait depuis 1989 est « terminé »⁸. Ainsi, alors qu'approximativement 86 % des exportations canadiennes vers les États-Unis sont protégées par l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM)⁹, l'incertitude porte davantage sur sa renégociation que sur une flambée spontanée de la tarification douanière. Effectivement, cette couverture réduit le taux effectif de droits de douane américain moyen à 5,6 % au Québec, un niveau largement inférieur à celui imposé aux autres pays, mais supérieur à celui estimé au Canada (3,1 %) en raison notamment de la concentration d'activités frappées par les droits de douane de 50 % sur l'aluminium, l'acier et le bois d'œuvre sur la Côte-Nord, le Saguenay-Lac-Saint-Jean et l'Abitibi-Témiscamingue¹⁰.

Bien que la RMR de Québec se retrouve davantage épargnée, il serait hâtif de conclure en un taux semblable à celui du Canada alors qu'elle n'évolue pas en vase clos et que la Chaudière-Appalaches comporte une proportion accrue d'industries manufacturières. Rappelons toutefois que l'incertitude est parfois plus corrosive que la matérialisation de la menace elle-même, donc, en raison de la posture singulière du Canada auprès des États-Unis, le gouverneur de la Banque du Canada est d'avis que le pays souffre plus que les autres régions mondiales, et ce, malgré les tarifs douaniers inférieurs. Selon lui, la différence avec les autres pays commerçant avec notre voisin du sud est que nous échangeons des biens finis, et nous les produisons conjointement, ce qui impacte l'ensemble du modèle d'affaires¹¹. En somme, la vulnérabilité du Canada ne réside pas tant dans le niveau des droits de douane, mais bien à la nature profondément intégrée de sa relation économique avec les États-Unis.

8 Les Affaires (2026). [Le pari raté de Trump : le Canada évite la migration manufacturière](#) - Les Affaires

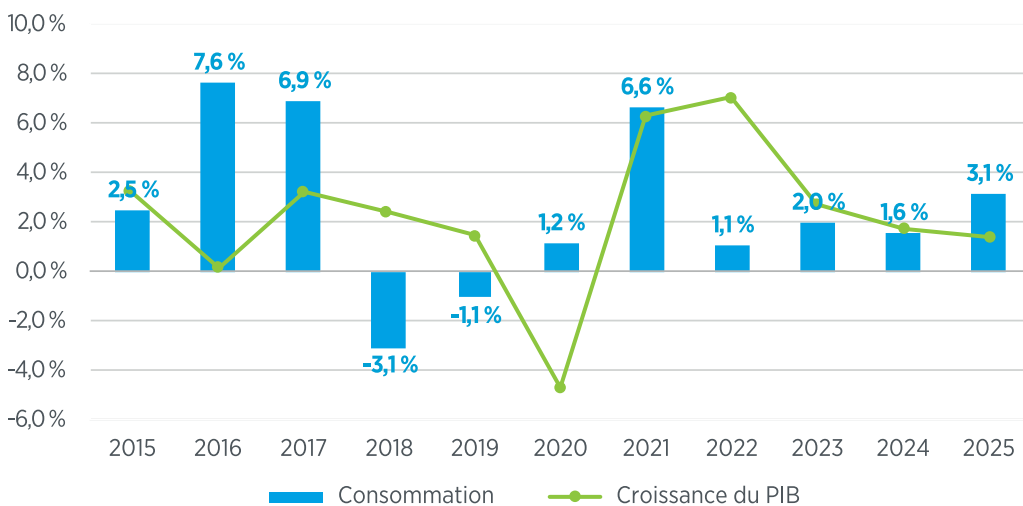
9 RBC (2025). [La ruée vers la conformité à l'ACEUM peut-elle protéger le Canada des droits de douane américains ? - RBC Économique](#)

10 La Presse, Statistique Canada, US International Trade Commission, Desjardins (2026). [Guerre commerciale | Le Québec paie un prix plus élevé que le Canada](#)

11 Baril, H. (2025). La Presse. [Le taux directeur maintenu à 2,25 % | La Banque du Canada entre soulagement et inquiétude](#)

Un point tournant de la croissance économique : les consommateurs

Graphique 2 - Croissance de la consommation de bien ajustée à l'inflation de 2015 à 2025

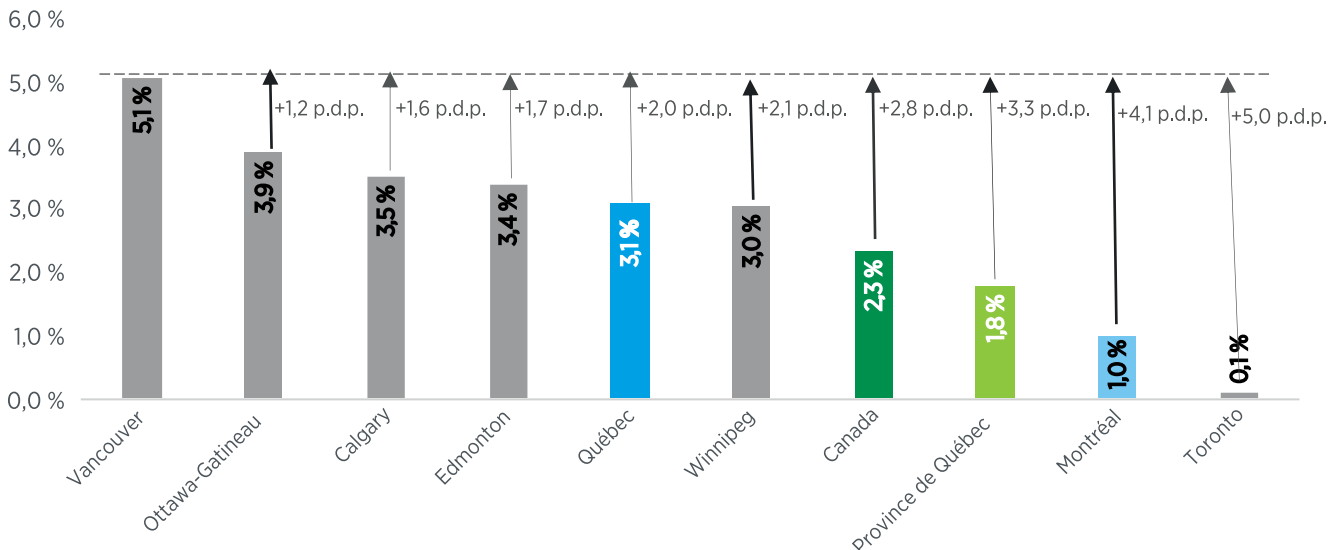


Notes : (1) prix de 2017; (2) les données relèvent d'interpolations
Sources : Oxford Economics et Québec International

Dans la RMR de Québec, la consommation réelle a progressé de 3,1 % en 2025, après une hausse exceptionnelle de 6,6 % en 2021 et un ralentissement prononcé par la suite. Bien qu'elle ne représente qu'une partie de l'activité économique globale, cette dynamique a contribué de manière significative au soutien de la croissance du PIB, même si son effet a parfois été modulé par l'évolution d'autres agrégats, notamment l'investissement et la balance commerciale.

De manière homologue à la comparaison sur dix ans, la performance observée dans la région en 2025 se classe en milieu de peloton à l'échelle canadienne, la progression de la consommation étant toutefois supérieure à celle enregistrée au Canada (+2,3 %) et au Québec (+1,8 %). Cette évolution témoigne de la capacité financière relativement favorable des ménages et des entreprises à consommer et épargner dans un contexte marqué par l'atténuation progressive des pressions inflationnistes, mais aussi par l'incertitude qui freine les décisions d'investissement et de consommation. Or, il importe de souligner que le maintien actuel de l'inflation dans la fourchette opérationnelle de la Banque du Canada (1 % - 3 %) ne s'avère pas garant du futur alors que les goulots d'étranglement imposés par le manque accru de main-d'œuvre risque d'imposer des pressions inflationnistes sur les salaires, se répercutant ainsi sur le niveau des prix de l'ensemble de l'économie.

Graphique 3 - Croissance de la consommation réelle dans les différentes RMR canadiennes entre 2024 et 2025



Notes : (1) prix de 2017; (2) les données relèvent d'interpolations
Sources : Oxford Economics et Québec International

Parallèlement, la banque centrale a mené une enquête auprès des ménages canadiens afin d'évaluer leur perception de la conjoncture économique. Les résultats révèlent un niveau d'optimisme sensiblement inférieur à celui observé chez les entreprises. Les préoccupations des particuliers demeurent principalement axées sur la persistance de prix élevés et sur l'incertitude entourant les relations commerciales avec les États-Unis. L'enquête met aussi en évidence une recrudescence des inquiétudes quant à la capacité de remboursement de la dette et à la sécurité de l'emploi.

Dans ce contexte marqué par une incertitude accrue, une majorité de répondants indiquent leur intention de limiter leurs dépenses discrétionnaires au cours des prochains mois. La hausse soutenue des prix de nombreux biens et services essentiels, de même que l'augmentation du coût du logement, figurent parmi les principaux facteurs invoqués pour expliquer cette prudence accrue dans les comportements de consommation¹².

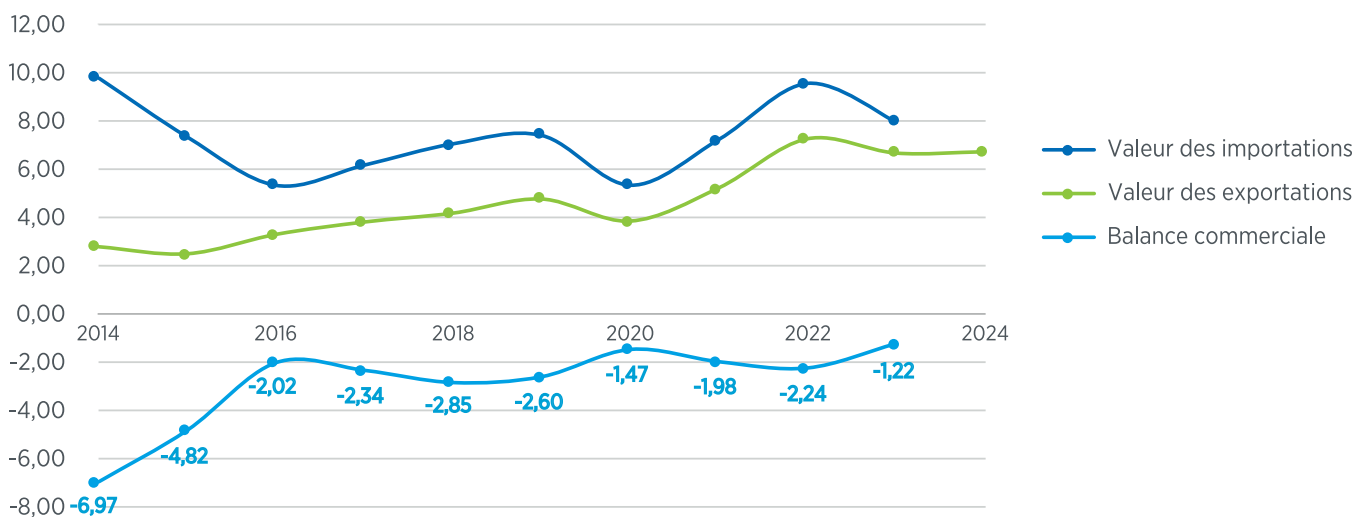
Balance commerciale : ajustements conjoncturels et effets des menaces tarifaires

En l'absence de données ventilées sur le commerce international des services à l'échelle de la RMR de Québec, l'analyse des échanges extérieurs repose sur le commerce des biens. Historiquement, la région, à l'instar du Québec et du Canada, affiche un déficit commercial en biens, les importations excédant les exportations. La balance commerciale des biens s'est toutefois sensiblement redressée entre 2014 et 2016, avant de se stabiliser par la suite, avec des variations limitées, notamment entre 2022 et 2023. En 2023, elle atteint d'ailleurs son niveau le plus proche de l'équilibre observé au cours de la dernière décennie.

La non-disponibilité des données à compter de 2024 pour les importations et de 2025 pour les exportations rend ardue l'évaluation de l'impact de la tarification douanière sur les flux commerciaux. Ce manque de données a d'ailleurs un effet sur les actions qu'il est possible de quantifier et de mettre en place.

Or, soulignons que, globalement, les menaces de tarification douanière imposées sur les exportations canadiennes exercent une pression négative sur la balance commerciale en réduisant les volumes exportés et en accentuant l'incertitude entourant l'accès au marché américain, toujours notre principal partenaire commercial. Or, notons la hausse des exportations vers les États-Unis au premier trimestre de 2025 dans le but de protéger les exportations de la tarification à venir. À court terme, ces chocs se traduisent par une détérioration ou une stagnation du solde commercial, les exportations s'ajustant plus rapidement que les importations, ce que nous observons d'ailleurs dans la région pour l'année 2025. À moyen terme, une amélioration comptable peut survenir, mais elle reflète davantage un affaiblissement de l'activité économique qu'un gain structurel de compétitivité.

Graphique 4 - Balance commerciale de la RMR de Québec



Notes: (1) prix de 2017; (2) les données relèvent d'interpolations; (3) les données pour les importations ne sont pas disponibles pour 2024, justifiant l'arrêt du calcul de la balance commerciale à 2023

Sources: Statistique Canada, Tableaux 12-10-0131-01 et 12-10-0137-01, et Québec International

12 Banque du Canada (2026). Enquête sur les perspectives des entreprises – Quatrième trimestre de 2025 - Banque du Canada

ENCADRÉ 3 – La balance commerciale

La balance commerciale est un indicateur économique mesurant la différence entre la valeur des exportations et celle des importations de biens d'un pays sur une période donnée. Son influence sur l'économie est forte comme les facteurs d'interdépendance sont multiples :

- **Taux de change :** Un excédent commercial peut entraîner une appréciation de la monnaie nationale, tandis qu'un déficit peut provoquer une dépréciation.
- **Réserves de devises étrangères :** Un excédent commercial augmente les réserves de devises étrangères, renforçant ainsi la stabilité économique du pays.
- **Croissance économique :** Les exportations stimulent la production nationale, favorisant la croissance économique. À l'inverse, un déficit commercial peut indiquer une dépendance excessive aux importations et une faible compétitivité.

Exportations

Dans la RMR de Québec, une économie composée majoritairement d'entreprises de services, la part des entreprises exportatrices de biens demeure relativement faible, s'établissant à 3,1 %. En valeur absolue, le nombre d'entreprises exportatrices a néanmoins progressé de 645 en 2014 à 816 en 2024, une évolution comparable à celle observée à l'échelle canadienne. L'année 2024 marque toutefois un recul du nombre d'exportateurs (-35), une situation inédite en dehors des périodes de forte instabilité économique, le seul autre repli enregistré au cours de la dernière décennie ayant eu lieu en 2020, au début de la pandémie de COVID-19¹³. Cette évolution apparaît d'autant plus préoccupante qu'elle précède la forte croissance de l'incertitude associée aux menaces de tarification douanière. L'évolution de cet indicateur devra ainsi faire l'objet d'une attention particulière, comme les données actuelles ne sont pas tributaires de la conjoncture.

Malgré cette progression modeste du nombre d'exportateurs, la contribution économique de ces entreprises s'est nettement accrue, la valeur des exportations ayant bondi de 142,9 % au cours de la dernière décennie¹⁴. Cette dynamique suggère une intensification des activités d'exportation parmi un bassin restreint d'entreprises, ce qui pourrait s'expliquer par la plus faible propension des petites entreprises, majoritaires dans le tissu économique québécois, à accéder aux marchés internationaux.

ENCADRÉ 4 – Programme de soutien à la commercialisation et à l'exportation

Cette dynamique pourrait être partiellement atténuée par la réouverture du Programme de soutien à la commercialisation et à l'exportation (PSCE), annoncée par la ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIE). Ce programme constitue un levier stratégique visant à renforcer la capacité des entreprises québécoises à accroître leurs ventes, à diversifier leurs marchés et à accélérer leur internationalisation, dans un contexte économique marqué par une incertitude accrue. Les ajustements récents apportés au PSCE visent précisément à mieux répondre aux défis conjoncturels actuels et à maximiser les retombées économiques des projets soutenus. Entre 2021 et 2024, l'aide gouvernementale accordée dans le cadre de ce programme a d'ailleurs généré plus de 386 M\$ d'investissements dans l'économie québécoise, contribuant ainsi au renforcement des capacités de commercialisation et d'exportation des entreprises.

La propension à exporter ne dépend toutefois pas uniquement de la taille des entreprises, mais aussi de facteurs internes déterminants, tels que la disponibilité de capacités de production excédentaires, le niveau de la demande locale ainsi que le degré de différenciation et d'innovation des produits. Dans cette optique, la disponibilité de la main-d'œuvre devient un enjeu central alors que le marché du travail se trouve parmi les plus tendus au pays. Divers dispositifs d'accompagnement visent également à renforcer la capacité d'exportation et à soutenir la diversification des marchés, notamment ceux offerts par les organismes régionaux de promotion des exportations (ORPEX), dont les interventions ont permis à 82,0 % des entreprises accompagnées de réussir leur première démarche à l'international¹⁵. Québec International joue un rôle central dans la mise en œuvre de ces mécanismes en mobilisant ses équipes spécialisées afin de lever les obstacles à l'exportation et d'élargir les débouchés commerciaux.

¹³ Statistique Canada (2024), Tableau 12-10-0137-01. Commerce des biens selon les caractéristiques des exportateurs, selon la région métropolitaine de recensement (RMR) et le nombre de pays partenaires

¹⁴ Statistique Canada (2024), Tableau 12-10-0137-01. Commerce des biens selon les caractéristiques des exportateurs, selon la région métropolitaine de recensement (RMR) et le nombre de pays partenaires

¹⁵ Aviseo Conseil (2024). Étude économique sur les exportations au Québec

La structure des exportations révèle par ailleurs des écarts sectoriels marqués. L'industrie manufacturière demeure le principal générateur de valeur (≈6,0 G\$), suivie du commerce de gros (3,1 M\$) et des services professionnels, scientifiques et techniques (2,9 G\$). À l'inverse, en raison de la nature de leurs activités, les services d'enseignement (0,2 M\$), l'extraction minière, l'exploitation en carrière ainsi que l'extraction de pétrole et de gaz (≈0,1 M\$), de même que les services publics (<0,1 M\$) et la gestion de sociétés et d'entreprises (<0,1 M\$), affichent les contributions les plus modestes¹⁶. À la suite des menaces de tarification douanière, certaines entreprises ont toutefois ajusté le calendrier de leurs exportations, les concentrant à la fin de 2024 et au début de 2025, ce qui introduit une asymétrie temporelle dans l'analyse. Fait à noter, les États-Unis demeurent, à ce jour, le principal partenaire commercial du Canada alors que la demande entre les deux pays n'est pas uniquement pour des biens finis: nous les fabriquons ensemble! Selon la Chambre de commerce du Canada, les exportations de la RMR de Québec exposées aux risques tarifaires totalisent approximativement 5 365,7 G\$, soit 80 % des exportations régionales et 7,9 % du PIB (30^e rang sur 41), ce qui accentue la vulnérabilité de la région au marché américain¹⁷. Dans ce contexte, la diversification des marchés internationaux et la réduction des barrières commerciales constituent des leviers clés pour atténuer ces risques.

« Les données récentes nous invitent à prendre un pas de recul. Oui, certains secteurs connaissent des ajustements en 2025, mais rien dans les statistiques ne permet de conclure à un affaiblissement structurel du marché américain pour les entreprises québécoises. Le discours alarmiste que l'on entend parfois ne reflète pas la réalité complète des données. »

- Pierre Drapeau, président de la Fédération des chefs d'entreprises du Québec¹⁸

NIVEAU DE VIE ET PRODUCTIVITÉ

Reprise généralisée de la croissance du niveau de vie

Le PIB par habitant constitue un indicateur couramment utilisé pour apprécier le niveau de vie et la richesse relative d'une région. En 2025, ce dernier s'est amélioré dans l'ensemble des huit principales RMR canadiennes, à l'exception d'Edmonton (-0,2 %). Il s'agit d'un portrait en rupture avec 2024 où seule la RMR de Québec enregistrait une hausse. De faibles disparités régionales s'inscrivent entre les RMR dont la croissance est positive alors que Winnipeg et Vancouver enregistrent le plus fort gain (+0,7 %) et que Calgary ferme la marche (+0,2 %), couvrant ainsi un mince intervalle de 0,5 p.d.p.

Bien que pertinent à long terme, le PIB par habitant se révèle plus difficile à interpréter dans le contexte actuel puisqu'il est fortement influencé par des facteurs ponctuels, dont les variations démographiques rapides. Dernièrement, le Canada, le Québec et leurs principales RMR ont connu des hausses démographiques soutenues. Dans la RMR de Québec, la population a crû de 2,2 % en 2023 et de 2,5 % en 2024, un sommet inédit depuis plus de 25 ans, bien que cette croissance demeure inférieure à celle observée à l'échelle canadienne (+3,0 %). Ces dynamiques exerçaient ainsi une pression à la baisse sur le PIB par habitant, sans toutefois être responsables de l'ensemble des variations.

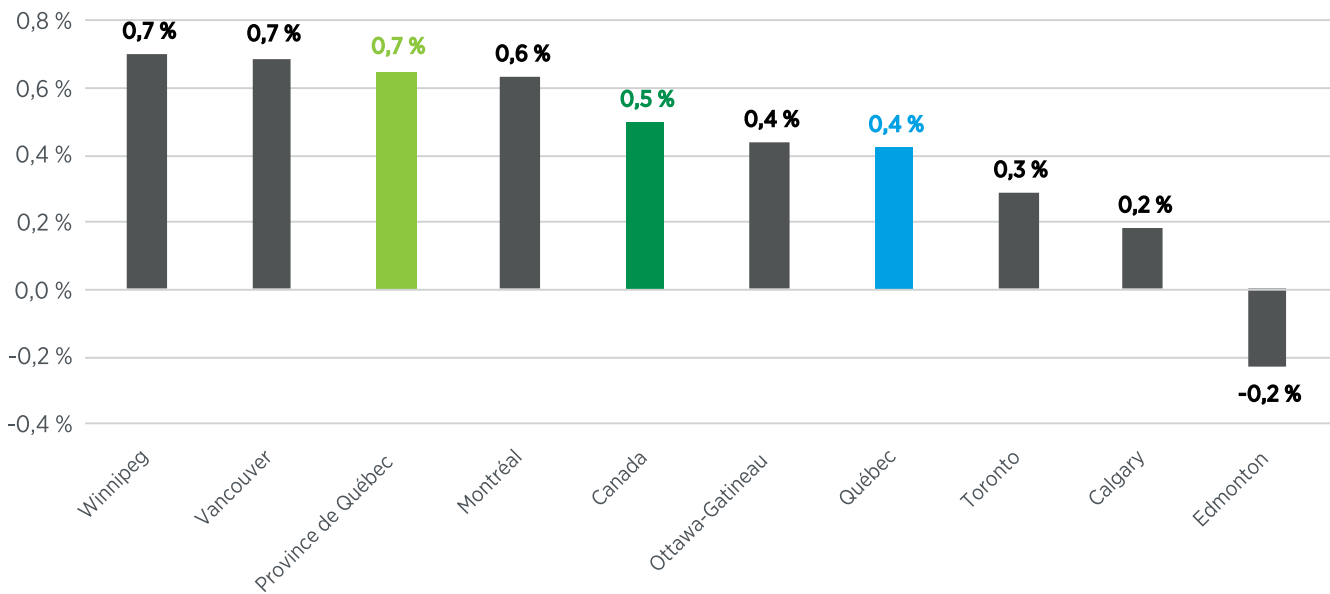
À l'inverse, le resserrement annoncé des seuils d'immigration, déjà perceptible à travers le ralentissement du flux de résidents non permanents à Québec, qui enregistre désormais un solde de résidents non permanents négatif (-1 425), soutient mécaniquement le PIB par habitant, indépendamment de l'évolution de la production réelle. Dans ce contexte, l'enjeu fondamental demeure l'accroissement de la capacité de l'économie à générer des richesses suffisantes pour soutenir les mécanismes de redistribution, lesquels influencent directement la qualité et l'accessibilité des services publics, de même que la capacité des ménages à maintenir leurs dépenses de consommation.

¹⁶ Statistique Canada (2025). Tableau 12-10-0138-01. *Commerce des biens selon les caractéristiques des exportateurs, selon l'industrie de l'établissement et Région métropolitaine de recensement*

¹⁷ Chambre de commerce du Canada (2025). *Quelles villes canadiennes sont les plus vulnérables aux tarifs douaniers imposés par Trump?* - Business Data Lab

¹⁸ Fédération des chambres de commerce du Québec (2026). Communiqué de presse. Exportations vers les États-Unis: les données réelles contredisent le discours alarmiste. URL: [COMMUNIQUE_20DE_20PRESSE_2010_20mars_202026.pdf](#)

Graphique 5 - Évolution du PIB réel par habitant des principales RMR canadiennes de 2024 à 2025



Notes: (1) prix de 2017; (2) les données relèvent d'interpolations
Sources: Oxford Economics et Québec International

Productivité: d'importants investissements requis pour éviter la vulnérabilité

La productivité est mesurée par la valeur des biens et services créés par la main-d'œuvre d'une industrie pour chaque heure travaillée, soit un dénominateur indisponible au niveau de la RMR. Dans le cadre de cette analyse, ce dernier est remplacé par le nombre d'emplois. Globalement, la productivité constitue un imposant défi pour le Québec et le Canada, respectivement 18^e et 15^e en productivité du travail dans les 21 pays balisés par l'édition 2025 du *Bilan sur la productivité et la prospérité au Québec des HEC Montréal*.

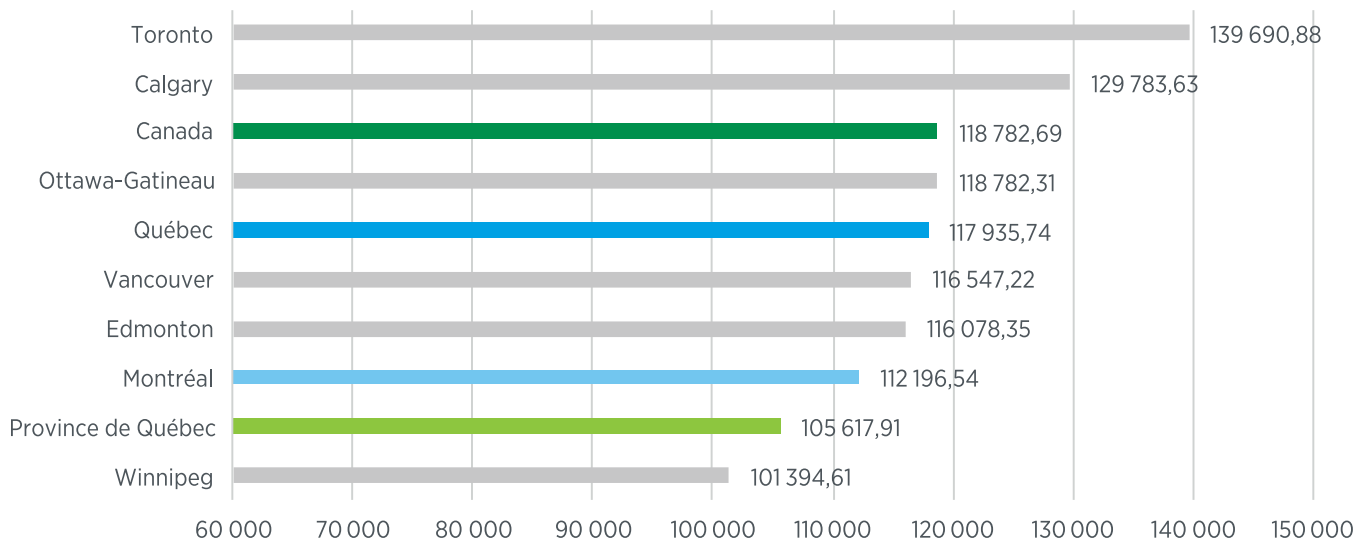
Le PIB/emploi de la RMR de Québec se situe à 117 935,74 \$ en date du 3 février 2026, soit en milieu de peloton du classement des huit principales RMR canadiennes, derrière le Canada (118 782,69 \$), mais devant le Québec (105 617,91 \$). Toutefois, il importe de prendre en compte la nature même des activités des entreprises de la région de Québec alors que l'industrie des services affiche une forte prépondérance. Du côté de la fabrication, il importe également de considérer que plusieurs manufacturiers locaux œuvrent dans des produits niches. Or, l'investissement accru en matériel et en outillage pourrait contribuer à accroître les gains en 2026.

Il demeure néanmoins essentiel de poursuivre les investissements afin d'éviter que le manque à gagner en productivité devienne une source de vulnérabilité pour la région. Les entrepreneurs semblent d'ailleurs s'inscrire dans cette dynamique, alors que, selon le sondage *Conjoncture 2026*, 63 % prévoient investir en transformation numérique, automatisation et/ou robotisation en 2026, puis 47 % en recherche et développement. Comme exposé dans la section portant sur l'*investissement*, un accès accru au capital de risque permettrait de renforcer l'efficacité de ces leviers de productivité.

Dans le contexte actuel, le recul du PIB par emploi doit être interprété comme un signal d'alerte. En théorie, le ralentissement de la croissance du facteur travail, attribuable à la modération de l'expansion démographique, devrait mécaniquement se traduire par une hausse du ratio capital-travail et, par conséquent, par une amélioration de la productivité apparente du travail¹⁹. Or, l'observation d'un repli du PIB par emploi suggère que cet ajustement ne s'opère pas pleinement. Cette divergence par rapport à la trajectoire attendue indique que les gains liés à l'intensification du capital et à l'investissement productif demeurent insuffisants pour compenser la perte d'élan du facteur travail.

¹⁹ Banque du Canada (2025). *Rapport sur la politique monétaire* - Janvier 2025

Graphique 6 - Comparaison de la productivité (PIB/Emploi) dans les huit principales RMR canadiennes (\$)



Notes: (1) prix de 2017; (2) les données relèvent d'interpolations
Sources: Oxford Economics et Québec International

L'intelligence artificielle (IA) présente un potentiel important d'accroissement de la productivité, notamment par l'augmentation de la production individuelle et par une meilleure réallocation des travailleurs vers des tâches à plus forte valeur ajoutée. Toutefois, ses effets demeurent pour l'instant encore limités et hétérogènes selon les secteurs, les organisations et les types d'emplois. À mesure que son adoption se diffuse et que les usages se structurent, ces effets pourraient devenir plus tangibles, en particulier pour les emplois présentant à la fois un fort degré d'exposition et/ou de complémentarité à l'IA, bien que leur ampleur et leur rythme d'apparition restent incertains.

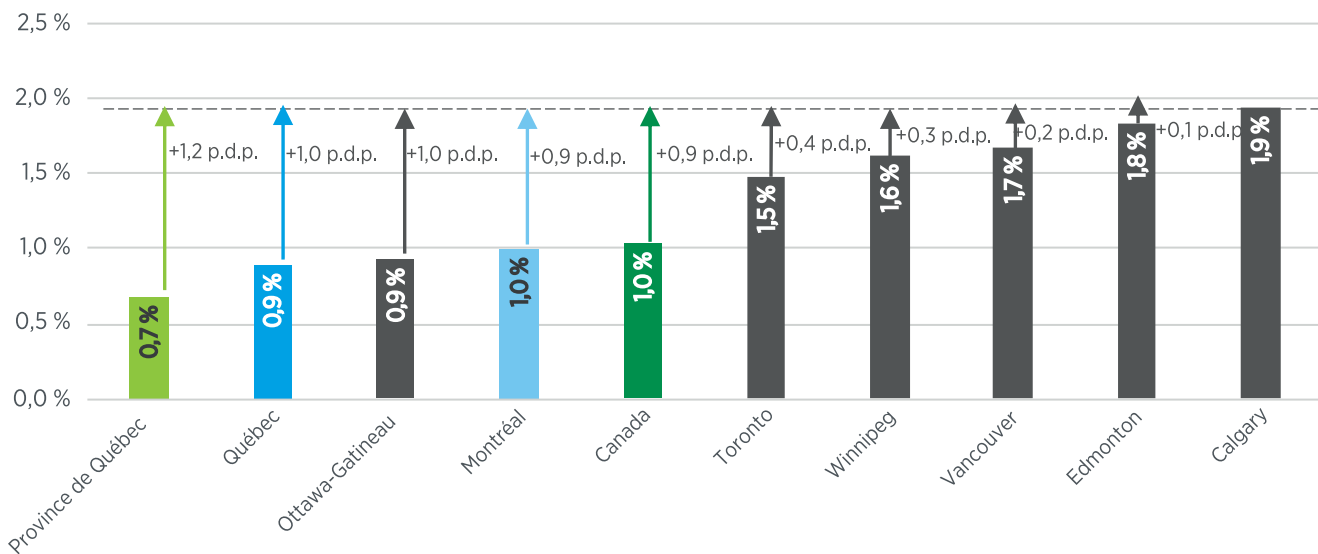
PERSPECTIVES POUR 2026

Une récession reléguée au rang de scénario alternatif

Le risque de récession demeure présent, mais il reste limité et dépend essentiellement de la vitesse à laquelle les baisses de taux d'intérêt continueront de se transmettre à l'économie réelle, de même que la persistance des chocs macroéconomiques attribuables aux menaces tarifaires et au choc pétrolier. Par ailleurs, un éventuel ralentissement toucherait les secteurs de manière inégale, certains étant plus exposés que d'autres aux éléments susmentionnés. Cette situation souligne l'importance de maintenir une forte attractivité régionale pour les talents comme pour les capitaux afin d'atténuer les ralentissements sectoriels et de soutenir la poursuite des investissements publics et privés. Il importe également d'accompagner les entreprises afin qu'elles bénéficient du levier que constitue le statut de fournisseur auprès des grands donneurs d'ordre.

Dans ce contexte, si la probabilité d'une récession au Canada demeure faible, celle d'une accélération marquée de la croissance l'est tout autant.

Graphique 7 - Prévisions de croissance du PIB réel (%) des principales RMR canadiennes en 2026



Notes: (1) prix de 2017; (2) les données relèvent d'interpolations
Sources: Oxford Economics et Québec International

Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la résilience des grandes économies face aux tensions commerciales et à l'incertitude géopolitique devrait soutenir une croissance mondiale modérée, mais stable. Après une hausse du PIB mondial de 3,3 % en 2024 et de 3,2 % en 2025, l'organisation prévoit un ralentissement à 2,9 % en 2026 et un rebond à 3,1 % en 2027²⁰. Ces perspectives offrent une certaine visibilité pour les économies fortement intégrées aux chaînes de valeur mondiales, comme le Canada et, à plus petite échelle, la RMR de Québec, qui bénéficient d'actifs stratégiques tels qu'un aéroport international et le dernier port en eau profonde avant les Grands Lacs.

Au Canada, les mesures récemment annoncées par le gouvernement Carney pourraient réduire les risques de contraction en soutenant la demande intérieure et en stabilisant l'environnement macroéconomique. Selon plusieurs analystes, ces interventions pourraient permettre au pays d'éviter une récession, même si elles ne suffisent pas à déclencher une forte accélération de la croissance. De plus, les investissements importants dans des secteurs stratégiques, notamment la défense, secteur important de la RMR de Québec, ainsi que des incitatifs économiques, tels que la « superdéduction » à la productivité et la mise en place du Bureau des grands projets au niveau fédéral, devraient contribuer à renforcer l'activité économique canadienne, mais aussi régionale.

Tableau 2 - Prévisions de croissance du PIB réel au Québec et au Canada

	Province de Québec	Canada
Oxford Economics (2025)	1,4 %	1,4 %
Desjardins	1,1 %	1,3 %
Banque Nationale	-	1,2 %
Gouvernement du Québec (budget)	1,4 %	1,6 %
Gouvernement du Canada (budget)	-	≈1 %
École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) - Chaire en macroéconomie et prévisions	1,7 %	2,0 %
Banque de développement du Canada (BDC)	-	1,0 %
Banque du Canada	-	1,5 %
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)	-	1,3 %

²⁰ OCDE (2025). OECD Sees Global Growth Cooling Through 2026

ENCADRÉ 4 - Les limites des modèles économétriques de prédiction

Les modèles économétriques et prédictifs présentent deux limites significatives. Premièrement, ils reposent sur des données historiques, ce qui implique que l'importance relative des chocs récents, dont les menaces tarifaires et le choc pétrolier, est considérée presque au même titre que celle des données antérieures, malgré une influence potentiellement plus forte. Deuxièmement, ces modèles sont incapables de prendre en compte les chocs ponctuels futurs. Par conséquent, la situation incertaine, influencée par des décisions rapides, compromet la capacité prédictive des modèles. Bien que probants, les résultats sont ainsi à utiliser avec un œil critique et peuvent être sujets à des changements, particulièrement dans le présent contexte.

Ces limites doivent d'autant plus être gardées à l'esprit que le contexte actuel est marqué par une incertitude élevée. En effet, les chocs pétrolier et énergétique s'ajoutent à des mesures tarifaires qui, bien que globalement inférieures à la moyenne de celles imposées aux autres partenaires commerciaux des États-Unis, exercent une pression significative sur certaines industries clés, notamment l'aluminium et l'acier, et sur les produits non conformes à l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM), lesquels se heurtent à des barrières douanières substantielles. Par ailleurs, la situation observée en début d'année ne saurait être interprétée comme un gage de stabilité durable, celle-ci demeurant étroitement tributaire des décisions à venir concernant la renégociation de l'ACEUM.

Stabilité anticipée du taux directeur

À l'horizon 2026, les perspectives entourant le taux directeur suggèrent une probabilité plus élevée de stabilité. Cette orientation s'inscrit dans l'objectif central de la politique monétaire, soit de contenir durablement l'inflation tout en préservant les conditions d'une croissance économique soutenable. Selon l'économiste principale de la Banque TD, la Banque du Canada devrait effectivement maintenir son taux directeur inchangé au cours de la prochaine année. À l'heure actuelle, le scénario central comporte la persistance d'une partie des droits de douane actuellement en vigueur ainsi qu'une croissance canadienne demeurant inférieure aux attentes²¹. Dans un tel contexte, la banque centrale serait incitée à conserver son taux directeur à 2,25 %, estimant que ce niveau est compatible avec une stabilisation de l'économie.

La trajectoire demeure néanmoins entourée de prudence. Le gouverneur de la Banque du Canada rappelle que le pays se trouve encore au cœur d'un processus d'ajustement macroéconomique long et complexe, caractérisé par une réallocation sectorielle, une normalisation des coûts d'emprunt et une demande intérieure en transition²². Cette période de transformation structurelle et d'instabilité limite la marge de manœuvre de la politique monétaire et renforce la pertinence d'un positionnement neutre, du moins à court terme.

Ainsi, la stabilité du taux directeur apparaît comme le scénario le plus probable pour 2026, la Banque du Canada privilégiant une attitude conservatrice afin d'évaluer la transmission effective des baisses antérieures, d'observer l'évolution de la consommation et de s'assurer que les pressions inflationnistes se dissipent avant d'envisager un nouveau cycle d'ajustement.

Tableau 3 - Prévisions de l'évolution du taux directeur de la Banque du Canada en 2026

	Valeur anticipée du taux directeur
Deloitte	2,25 %
Banque Canadienne Impériale de Commerce (CIBC)	2,25 %
Banque Toronto-Dominion (Banque TD)	2,25 %
Desjardins	2,25 %
Banque Scotia	2,75 %

21 Johnson, D. (2025). La Presse. [Canada | Les économistes prévoient une légère hausse de l'inflation en novembre](#) | La Presse
22 Baril, H. (2026). La Presse. [Le taux directeur maintenu à 2,25 % | La Banque du Canada entre soulagement et inquiétude](#) | La Presse



La prévisibilité comme nerf de la guerre

Comme souligné dans l'ensemble des cinq sections de l'étude *Bilan et perspectives 2025 - 2026*, la persistance d'un niveau élevé d'incertitude devrait constituer le principal frein à la croissance économique en 2026. Celle-ci agit comme un risque transversal, en pouvant contribuer à l'alourdissement des coûts de financement, au report des décisions d'investissement et à l'érosion de la confiance chez les entreprises et les ménages. L'évolution des contextes politique et géopolitique, notamment aux États-Unis et en Iran, de même que les risques associés à une stagnation, voire un recul démographique, ainsi qu'à la hausse des coûts d'exploitation, continuent d'alimenter un environnement marqué par une imprévisibilité accrue.

La possible renégociation de l'ACEUM s'inscrit également dans cette dynamique. Un processus long ou difficile, voire l'absence d'accord final, créerait une période d'incertitude prolongée quant aux règles encadrant les échanges nord-américains. En cas d'impasse, l'activité économique pourrait évoluer de manière irrégulière avec des répercussions directes sur les chaînes d'approvisionnement. Dans ce contexte, la prévisibilité devient un déterminant essentiel de la performance économique. Elle contribue à sécuriser les investissements en réduisant le coût de l'incertitude et elle favorise une meilleure planification de la main-d'œuvre, alors que les besoins sectoriels se différencient.

Il convient de souligner que l'incertitude ne résulte pas uniquement de chocs externes, mais également de facteurs endogènes propres à la dynamique de croissance régionale. À cet égard, la pénurie persistante de main-d'œuvre constitue un enjeu central comme elle risque à la fois d'accentuer les pressions inflationnistes en 2026 et de restreindre la capacité productive de l'économie, indépendamment de la demande ou de la disponibilité du capital. Ce contexte renforce l'importance d'une régionalisation de l'immigration afin d'assurer une meilleure adéquation entre les compétences disponibles et les besoins des entreprises. Effectivement, le bassin de talents disponibles se contractant et le taux de remplacement de la main-d'œuvre étant inférieur à l'équilibre (voir la section marché du travail), l'adéquation entre les compétences détenues et celles à combler pourrait être sous-optimale, amputant ainsi des gains de productivité potentiels à long terme. À défaut, les leviers de croissance pourraient s'affaiblir simultanément à l'intensification des pressions sur les coûts, ce qui se traduirait par un double choc défavorable pour la croissance anticipée.



CONCLUSION

La prévisibilité comme avantage concurrentiel en investissement et en main-d'œuvre

Le bilan économique de 2025 et les perspectives pour 2026 mettent en évidence la capacité d'adaptation partielle de la RMR de Québec dans un environnement marqué par des chocs exogènes et un resserrement des conditions macroéconomiques. Malgré les menaces de tarification douanière, les tensions géopolitiques et l'incertitude engendrées par ces dernières, la région a démontré une résilience supérieure à ce qui était anticipé, confirmant la solidité de ses fondements économiques.

Cette résilience ne doit toutefois pas être interprétée comme une absence de risques. La question centrale pour 2026 est plus celle de la capacité de la région à traverser une phase prolongée d'ajustements que celle d'un retournement cyclique soudain. En effet, le choc tarifaire, tel que souligné par la Banque du Canada, ne se traduit pas par un ralentissement cyclique classique, mais plutôt par une restructuration graduelle de l'économie, associée à une perte d'efficacité, à des coûts plus élevés et à des revenus réels plus faibles. Dans ce contexte, l'incertitude, souvent plus contraignante que la matérialisation des chocs, agit comme un frein aux décisions d'investissement et d'exportation.

Le conflit en Iran et le Bureau ovale demeurent des vecteurs également importants d'imprévisibilité, de même que la perspective de la renégociation de l'ACEUM, qui pourrait aussi créer un tunnel d'incertitude prolongée. À l'inverse, plusieurs catalyseurs pourraient soutenir la trajectoire régionale en 2026, dont deux se démarquent particulièrement. D'abord, une plus grande clarté tarifaire permettrait de réduire l'incertitude informationnelle. Ensuite, la transmission retardée des baisses de taux d'intérêt devrait continuer de progressivement se matérialiser dans les carnets de commandes, les mises en chantier et les décisions d'investissement, créant un environnement monétaire plus accommodant dans les trimestres suivant les annonces.

Dans ce contexte, la RMR de Québec dispose d'atouts structurants importants, dont la concentration de grands projets en immobilisations corporelles, qui constitue un important levier stabilisateur de l'activité économique (nouveau complexe hospitalier du CHU de Québec - Université Laval, modernisation des infrastructures du Port de Québec, etc.) au bénéfice de l'ensemble de l'économie. Toutefois, la durabilité des bienfaits de ses investissements dépendra de la capacité à conserver une offre de main-d'œuvre suffisante. Effectivement, l'incertitude qui pèse sur les perspectives économiques est aussi alimentée par des contraintes internes, à notre économie, au premier rang desquelles figure la pénurie de main-d'œuvre, qui limite la capacité productive et accentue les pressions sur les coûts. Dans ce contexte, l'absence d'une régionalisation efficace de l'immigration risquerait de provoquer un affaiblissement simultané des leviers de croissance et une intensification des tensions inflationnistes, compromettant la trajectoire économique anticipée.



En somme, le nerf de la guerre pour la région demeure la prévisibilité, tant en matière d'investissement que d'emploi. Dans un contexte où l'incertitude accroît le coût de l'inaction, la capacité des entreprises à anticiper et à agir de manière proactive devient un avantage concurrentiel. Tournerons-nous le coin face au choc tarifaire? Il serait difficile de se prononcer à ce stade, mais force est de constater que la région repose sur des fondamentaux économiques solides permettant de reléguer au rang de scénario alternatif les possibilités de récession.

Rédaction

L'équipe des études économiques et de la veille stratégique

Crédits photos

Université Laval, Québec International, Dany Vachon et Carl Bélanger

Juin 2026



**QUÉBEC
INTERNATIONAL**
Développement économique

quebecinternational.ca

Canada 

Québec 

**VILLE DE
QUÉBEC** 